

Compte-rendu de la réunion-débat du 14 novembre 2013 à Orsay sur le thème :

**Le désarmement nucléaire : utopie ou survie ?**

Animée par **le général Bernard NORLAIN**

Ancien directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale

*Environ une cinquantaine de personnes ont participé à cette réunion-débat où le général Norlain a analysé l'importance des changements stratégiques induits par la chute du mur de Berlin et la fin de l'empire soviétique, en particulier quant à la pertinence stratégique de l'arme nucléaire et à la nécessité du désarmement nucléaire. En France, la question des armes nucléaires ne suscite aucun débat et fait l'objet de ce que l'on appelle un "consensus". Or l'arme nucléaire n'est pas seulement une arme plus puissante, elle introduit surtout une rupture fondamentale dans la capacité de destruction, pouvant conduire à la fin de l'humanité.*

*L'opacité qui entoure cet armement, les nombreux mensonges sur lesquels reposent les discours officiels, ne peuvent plus, dans le nouveau contexte stratégique, servir d'arguments pour justifier l'absence d'un débat démocratique élargi à l'ensemble de la société.*

L'arme nucléaire a introduit une rupture historique dans l'évolution des guerres. On a survécu à Hiroshima et Nagasaki mais la survie de l'humanité n'est pas assurée à l'avenir après une guerre nucléaire, et on ne peut plus appliquer les arguments stratégiques antérieurs.

Quelles sont les questions posées aujourd'hui par l'arme nucléaire ?

Quelle est son utilité stratégique ? On dit que c'est l'ultime garantie de notre sécurité.

Elle nous donne le statut de grande puissance et assure notre indépendance.

C'est l'arme qui a empêché la troisième guerre mondiale.

Le consensus autour de ces idées est bâti sur le désintérêt du public parce que nous sommes dans une période de paix dans l'Europe continentale.

Sans doute l'arme atomique a-t-elle joué un rôle dans *l'équilibre – instable – entre les deux grandes puissances* jusqu'en 1991. Il s'agissait alors d'une relation bipolaire simple reposant sur un pari ; celui de la Destruction Mutuelle Assurée (l'acronyme anglais est « MAD » !) à

partir d'un scénario de frappes anti-cités. Il existait alors 70.000 armes nucléaires et, par exemple, 80.000 objectifs définis sur le territoire de l'URSS et de ses satellites. Ces armes étaient en redondance absolue.

Puis ce fut la chute du mur et l'espoir de bénéficier des dividendes de la paix. Mais le monde pacifié devint plus complexe. Il devint multipolaire et interdépendant. Les mafias et le terrorisme se développèrent et se ramifièrent indépendamment des frontières. Comme l'arme nucléaire ne peut être utilisée contre des États abritant des terroristes, on évolua vers une cyber-guerre.

Notre statut de grande puissance est mis à mal à ce jour par le poids considérable de la dette et *notre indépendance devient très relative*. Nous sommes entrés au Conseil permanent de sécurité AVANT la bombe. Ce n'est pas en tant que détentrice de la bombe que la France siège dans cette instance. Mais aujourd'hui ce sont en fait les 5 puissances nucléaires reconnues, admises, qui s'y retrouvent.

En 1968 le traité TNP, Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires, est adopté par un grand nombre de pays, dont les 5 détenteurs de la bombe. Selon ce traité, les pays non nucléaires doivent renoncer définitivement à se doter de la bombe, à condition que les 5 pays qui la possèdent y renoncent aussi dans « un avenir raisonnable ». L'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord n'ont pas signé le traité. Avec les « pays du seuil », on arrive à quelque 40 puissances potentiellement nucléarisées. Quelques pays ont renoncé à l'arme nucléaire : l'Afrique du Sud, au lendemain de l'apartheid, le Canada, l'Allemagne et le Japon.

Nous vivons en France sur le concept de la dissuasion, concept dû au général De Gaulle dans les années 60-70. La doctrine n'a pas changé alors que le monde a changé. Il faudrait qu'il y ait un débat dans la société française. Il faut remettre en question les doctrines caduques.

La force de frappe française n'accroît pas notre *sécurité* – au contraire : on ne peut pas envisager son emploi contre un État non nucléarisé. Dans le cas d'un conflit majeur, l'une des grandes puissances peut avoir avantage à se débarrasser de la composante nucléaire française, alors que les pays neutres sont hors-jeu.

Nos bombes peuvent paradoxalement nous désigner comme cible.

Déjà des collisions entre sous-marins français et anglais ont engendré des dégâts dont on parle peu. Et les risques liés aux tests des vecteurs existent, sans compter le coût des échecs.

En effet ces risques d'accident sont sérieux ; parmi la dizaine de situations extrêmes répertoriées au cours des dernières décennies (cf. la référence 1), rappelons celle du général Petrov qui assurait une veille de sécurité en 1983 et qui a détecté un vol de missiles dirigé vers l'URSS. Il n'a pas appliqué la consigne de riposte ; heureusement, car il s'agissait d'un effet parasite. Il a quand même été sanctionné.

De plus, les coûts sont considérables : 3,5 milliards par an, soit 20% du budget militaire français. De nouveaux propulseurs, de portée croissante – on peut maintenant atteindre la Chine – doivent être réalisés. Et il faut prévoir alors une nouvelle génération de sous-marins. Ce programme vient d'être engagé. Il concerne la dizaine d'années à venir pour un montant initial de 30 milliards d'euros. Les simulateurs, qui ont remplacé les essais, coûtent aussi des dizaines de millions.

Au niveau mondial, la course aux armements engloutit des sommes considérables : 400 milliards de dollars aux USA pour la modernisation des fusées et vecteurs de toute sorte. Il s'agit d'un énorme investissement pour, au mieux, aucun usage. Mais l'histoire nous montre que toutes les armes inventées ont un jour trouvé leur usage !

Le risque terroriste croît avec la mondialisation : réalisation de bombes « sales » et chantage par des groupes extrémistes, ou terrorisme d'État exercé par les grandes puissances. Avec deux acteurs principaux, les situations étaient relativement maîtrisables. À ce jour, la prolifération nous expose davantage. On assiste, dans le discours, à une banalisation de l'emploi de telles armes. Les présidents eux-mêmes mentionnent qu'on peut y recourir en cas d'attaque. Les néo-conservateurs américains évoquent des frappes préventives. On estime qu'un conflit nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, région où règnent de fortes tensions, ferait au moins 20 millions de victimes.

Que faire ? Désarmer, éliminer les armes nucléaires. On nous rétorque que c'est utopique. Certainement, mais il faut remarquer qu'on a déjà réussi à réduire le nombre de têtes nucléaires, puisqu'on est passé de 70.000 armes à 17.000. C'est un long processus. Avec les accords NEW START on devrait descendre à 1.550 armes stratégiques en 2020, puis 1.000 la fois suivante. On sait vérifier : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a les technologies et le mandat de l'ONU pour ces vérifications. Si le contrôle est refusé, des représailles sont possibles sous forme de pressions économiques. Il faut mentionner les succès des négociations internationales qui progressent sans que l'opinion publique s'en rende compte : interdiction des essais nucléaires – vérifiable même pour les essais souterrains –, convention sur l'interdiction des armes chimiques, signée par la grande majorité des États.

Il n'y a pas d'autre alternative que le désarmement. Nous avons, nous Français, en permanence un sous-marin armé de tous ses missiles (plus de mille fois la puissance de Hiroshima), prêt à l'emploi! C'est notre force nucléaire, prête à intervenir, qui tient en otage des millions de personnes de la société civile.

Que faire à notre niveau ? les petites puissances nucléaires doivent manifester leur volonté de coopérer à la décroissance et pour commencer, par exemple :

- arrêter de moderniser le matériel de support et balistique, sous-marins et missiles.
- tempérer les recherches sur les simulations qui sont vaines et coûteuses
- revoir l'utilité de la composante aéroportée.

\*

Dans la **discussion** qui a suivi, on a évoqué les bombes nucléaires de l'OTAN qui subsistent en Allemagne (20) en Italie (40) en Turquie (90) sous commandement de l'OTAN.

On a parlé de l'accroissement des temps d'alerte pour restreindre les risques de déclenchement erroné, mesure très sage.

On a mentionné les rapports entre le nucléaire militaire et le nucléaire civil. S'ils exploitent tout deux l'énergie qu'apporte la fission de l'atome, le premier vise à produire le maximum de dégâts et le second à fournir de l'électricité. Il s'agit d'un feu à maîtriser.

On a rappelé que les travaux sur les vecteurs et les simulations n'ont pas seulement un coût financier, mais que l'intelligence investie dans ces travaux pourrait être mieux employée ailleurs.

Le général Norlain a évoqué l'incompatibilité, regrettable, des forces françaises et britanniques. En dépit du fait que les Britanniques cherchent à réduire leurs dépenses militaires, il est hors de question de réduire les financements de recherches et développements en normalisant des équipements. De plus, en cas de conflit, on ne pourra pas agir de concert.

### **Références**

(1) *Arrêtez la bombe !* de Paul Quilès, Bernard Norlain et Jean-Marie Collin (Cherche midi 2013).

(2) *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*, de Stéphane Hessel et Albert Jacquard (Stock 2012).